



POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
CNW, code 36
Hebdomadaires régionaux du Saguenay–Lac-Saint-Jean

Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean 2017-2026

LE BAPE ANNONCE LA TENUE DE DEUX SÉANCES D'INFORMATION

Québec, le 23 août 2016 – Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) tiendra deux séances d'information sur le *Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean 2017-2026* par Rio Tinto Alcan inc.

Le mardi 6 septembre 2016 à 19 h 30	Salle Maria-Domaine Hôtel du Jardin 1400, boul. du Jardin Saint-Félicien
Le mercredi 7 septembre 2016 à 19 h 30	Salle Piékouagami Hôtel Universel 1000, boul. des Cascades Alma

Ces séances auxquelles participera le promoteur seront animées par une représentante du BAPE. L'objet des séances d'information est de permettre aux citoyens de s'informer sur le projet, la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement, le processus de consultation publique ainsi que sur le rôle du BAPE. Ces séances d'information s'inscrivent dans le mandat que le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, M. David Heurtel, a confié au BAPE. Ce dernier doit rendre accessibles au public l'étude d'impact et l'ensemble du dossier relatif au projet. La période d'information et de consultation du dossier par le public débute aujourd'hui et se terminera le 7 octobre 2016.

C'est durant cette période de 45 jours que tout citoyen, tout groupe, toute municipalité ou tout organisme peut faire la demande d'une audience publique auprès du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Le cas échéant, une commission du BAPE pourrait être chargée d'enquêter sur le projet et de consulter la population à cet effet.

OÙ CONSULTER LA DOCUMENTATION SUR LE PROJET ?

Les citoyens peuvent se renseigner sur le projet en consultant l'étude d'impact réalisée par le promoteur et les autres documents décrivant le projet et, entre autres, ses répercussions sur l'environnement. À compter d'aujourd'hui et jusqu'au 7 octobre 2016, ces documents peuvent être consultés dans les centres de consultation régionaux suivants :

- Bibliothèque d’Alma, 500, rue Collard Ouest ;
- Bibliothèque de Dolbeau-Mistassini, succursale de Dolbeau, 175, 4^e Avenue ;
- Bibliothèque de Jonquière, 2480, rue Saint-Dominique ;
- Bibliothèque de Mashteuiatsh, 77, rue Uapakalu ;
- Bibliothèque de Saint-Félicien, 1209, boul. Sacré-Cœur, 2^e étage.

L’ensemble du dossier est également disponible au bureau du BAPE à Québec, au 575, rue Jacques-Parizeau, bureau 2.10 et à Montréal, à la Bibliothèque des sciences juridiques de l’Université du Québec à Montréal, Pavillon Hubert-Aquin, au 400, rue Sainte-Catherine Est, local A-M100 de même que sur le site Web du BAPE au www.bape.gouv.qc.ca, sous la rubrique « Mandats en cours ».

LA DEMANDE D’AUDIENCE PUBLIQUE

Toute personne, tout groupe, tout organisme ou toute municipalité qui désire que le projet soit discuté et évalué publiquement peut faire une demande d’audience publique pendant la période d’information et de consultation du dossier par le public. Cette demande doit être transmise, par écrit, au plus tard le 7 octobre 2016, au ministre du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, 675, boulevard René-Lévesque Est, 30^e étage, Québec (Québec) G1R 5V7. Le requérant doit y indiquer les motifs de sa demande et son intérêt par rapport au milieu touché par le projet.

QU’EST-CE QUE LE BAPE ?

Le Bureau d’audiences publiques sur l’environnement est un organisme public et neutre qui relève du ministre du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Il a pour mission d’éclairer la décision gouvernementale dans une perspective de développement durable, lequel englobe les aspects écologique, social et économique. Pour réaliser cette mission fondamentale, le BAPE informe, enquête et consulte la population sur des projets ou des questions relatives à la qualité de l’environnement que lui soumet le ministre. Il produit par la suite des rapports d’enquête qui sont rendus publics. Le BAPE est par conséquent un organisme gouvernemental consultatif et non décisionnel.

Les personnes désireuses d’obtenir plus de renseignements peuvent communiquer avec M^{me} Julie Olivier, au numéro suivant : 418 643-7447 ou, sans frais, au 1 800 463-4732, poste 539 ou par courrier électronique à l’adresse suivante : berges-lac-st-jean@bape.gouv.qc.ca.

***fiche technique jointe**

Source : Julie Olivier, conseillère en communication
 En collaboration avec Jean-François Bergeron, analyste
 418 643-7447, poste 539 ou 1 800 463-4732
berges-lac-st-jean@bape.gouv.qc.ca

LE PROJET

Rio Tinto Alcan inc. exploite huit usines au Saguenay–Lac-Saint-Jean. Environ 95 % des besoins en électricité de ces usines sont satisfaits par le réseau de production électrique géré par sa division Énergie électrique qui inclut la centrale hydroélectrique de l'Isle Maligne à Alma. Sa mise en service, en 1926, a mené au rehaussement des eaux du lac Saint-Jean, à la définition subséquente d'une nouvelle ligne de rivage ainsi qu'à une modification de la dynamique d'érosion des berges. Depuis la fin des années 1920, la compagnie mène des travaux de protection des berges et a diversifié ses interventions en ce sens durant les décennies 1950 à 1970, alors que la villégiature aux abords du lac était en plein développement.

Depuis l'entrée en vigueur de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, les efforts de Rio Tinto Alcan s'inscrivent dans le cadre du Programme de stabilisation des berges du lac Saint-Jean. L'entente initiale de 10 ans, liant le gouvernement du Québec et l'entreprise, a été adoptée par décret en 1985, puis a fait l'objet de deux renouvellements pour les périodes 1996 à 2006 et 2006 à 2016. Si le programme a contribué à l'arrêt du recul généralisé des berges et à l'accroissement de la largeur des plages, Rio Tinto Alcan estime tout de même qu'il s'avère nécessaire de le poursuivre pour la période 2017 à 2026. La compagnie minimiserait ainsi les effets de ses activités sur les habitats et les écosystèmes au pourtour du lac et permettrait aux riverains de continuer à jouir du plan d'eau, tout en sachant que leurs propriétés ne sont pas soumises à l'érosion.

Le programme 2017-2026 repose notamment sur l'adoption d'un mode de gestion des niveaux du lac Saint-Jean et sur la réalisation de travaux pour certaines plages et portions de berges. Rio Tinto Alcan privilégie le maintien du statu quo, soit un niveau maximum de 16,5 pieds (entre le 24 juin et le 1^{er} septembre, il serait maintenu entre 14 et 16 pieds en fonction du niveau de précipitations), en raison des bons résultats obtenus, et ce, autant en ce qui a trait à l'état des berges et des plages qu'en ce qui concerne la production de la centrale hydroélectrique d'Alma. En plus de l'entretien des structures déjà en place et de l'aménagement pour l'accès à l'eau, les travaux projetés visent 28 km de berges et de plages et comprendraient trois types de techniques de stabilisation et de protection : les rechargements de plage, l'aménagement de perrés en technique mixte (avec végétalisation) et l'empierrement. La nature et l'ampleur des travaux pourraient toutefois être modifiées en fonction de l'évolution des conditions observées.

Les répercussions prévues par le promoteur et les mesures d'atténuation proposées dans l'étude d'impact

Le promoteur estime que les travaux prévus au programme 2017-2026 sont susceptibles d'entraîner des impacts jugés faibles à très faibles sur le milieu d'insertion. Les travaux demanderaient l'utilisation de machinerie lourde qui peut résulter en des déversements accidentels d'hydrocarbures et causer certaines nuisances comme du bruit, des poussières et des vibrations ainsi que l'achalandage de certaines voies de circulation et pourraient déranger temporairement des résidents ou des clients d'entreprises touristiques. Les travaux seraient majoritairement réalisés en hiver, soit en dehors de la période d'utilisation la plus intensive pour les loisirs de même que pour les activités sportives et de villégiature.

Certains des travaux se dérouleraient en milieu aquatique et auraient des impacts jugés faibles comme la mise en suspension de matière dans l'eau ainsi que la perturbation temporaire d'habitats des poissons, des mammifères, de l'herpétofaune et des faunes aviaires et benthiques. Par ailleurs, les travaux réalisés devraient mener à la création de nouveaux habitats et à la protection d'habitats existants.